



POUR LE RETRAIT DU PROJET DE LOI EL KHOMRI : MOBILISATION DÈS LE 9 MARS !

Les organisations syndicales de l'Allier : CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF exigent le retrait de la loi EL KHOMRI et appellent à la mobilisation de tous les salariés, chômeurs, retraités, étudiants, lycéens.

Le seul report de la date de présentation du projet de loi devant le conseil des ministres ne change rien : le 1^{er} ministre ne parle d'ailleurs que de corrections !

Sous prétexte de simplifier un Code du Travail prétendu trop compliqué, le projet de loi de la ministre du travail devenue ministre du patronat n'a qu'un but : réduire au maximum les protections et les droits collectifs des salariés et par voie de conséquence, servir la soupe au patronat et précariser la société, notamment la jeunesse déjà enfermée dans des situations sans avenir.

Le gouvernement, le patronat, les prétendus experts économiques, une partie des médias, n'ont eu de cesse d'accabler de tous les maux le code du travail qui serait à la fois responsable du chômage, de la crise, de l'évasion fiscale, des délocalisations.

MACRON et REBSAMEN ont déjà commencé le travail de sape en attaquant les conditions du licenciement économique, la médecine du travail, le repos dominical, le travail de nuit, le droit des représentants du personnel comme le droit à la défense prud'homale. Le projet de loi EL KHOMRI, largement inspiré par le rapport BADINTER, répond à l'exigence de l'Union Européenne de « moderniser le marché du travail » en France. Il représente le pire recul social depuis la Libération et satisfait les exigences du MEDEF dont le projet est de revenir au contrat de louage de service négocié de gré à gré et de soumettre les travailleurs à la loi du marché et du libéralisme sauvage.

La prétendue démocratie sociale est une mascarade, les salariés pourraient soi-disant se prononcer par référendum sur des réorganisations refusées par une majorité de syndicats : c'est du chantage institutionnalisé. Pour arriver à leurs fins, les patrons n'hésitent pas à brandir les menaces de licenciement et ont recours à la répression antisyndicale, soutenus par le gouvernement qui criminalise le mouvement social.

Pour les Unions Syndicales Départementales CGT, FO, Solidaires, FSU et UNEF de l'Allier, le niveau de la misère et de régression sociale ne se négocie pas. Le projet de loi EL KHOMRI n'est ni négociable, ni amendable : il doit être retiré !

Nous exigeons le retrait total du projet de loi EL KHOMRI

Toutes et tous ensemble le 9 mars 2016 !

**Rassemblement 17 h devant : la préfecture à
Moulins, Sous-préfecture à Montluçon et Vichy.**